

IAA
2 rue Kerivoal
29334 QUIMPER

QUIMPER, le 29/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



GROUPE BIGARD

KERGOSTIOU
BP 53
29300 QUIMPERLE

Code AIOT : 0052903492

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/09/2022 dans l'établissement GROUPE BIGARD implanté KERGOSTIOU BP 53 29300 QUIMPERLE. L'inspection a été annoncée le 13/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GROUPE BIGARD
- KERGOSTIOU BP 53 29300 QUIMPERLE
- Code AIOT : 0052903492
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

La société BIGARD est spécialisée dans l'abattage industriel des animaux, la découpe de viandes, la transformation de produits carnés et triperies, la fabrication de salaisons et produits élaborés. Les installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2012, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 janvier 2014, l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 août 2021.

Le thème de visite retenu est le contrôle des circuits contenant des fluides frigorigènes exploités au sein de l'établissement. Par sondage, l'inspection procède à la vérification des dispositions réglementaires pour les équipements ciblés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- FFF, contrôle par ciblage des circuits contenant des fluides frigorigènes

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Détection des fuites	Règlement européen du 16/04/2014, article 5	/	Sans objet
7	Détection de fuites	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rubrique ICPE 1185	Décret du 22/10/2018, article 2018-200	/	Sans objet
2	Restrictions d'utilisations de fluides à PRG élevé	Règlement européen du 16/04/2014, article 13.3	/	Sans objet
3	Confinement – Carnet d'entretien des équipements	Décret du 28/12/2015, article R.543-82	/	Sans objet
4	Interdiction d'utilisation des HCFC	Règlement européen du 16/09/2009, article 5.1, 11.3, 11.4	/	Sans objet
5	Confinement	Règlement européen du 16/04/2014, article 3.2 et 3.3	/	Sans objet
9	Contrôle périodique des équipements	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4	/	Sans objet
11	Contrôle périodique des équipements	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7	/	Sans objet
12	Identification et connaissance des équipements	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3(annexe)	/	Sans objet
13	Attestations des opérateurs	Décret du 28/12/2015, article R.543-78	/	Sans objet
14	Déclaration des émissions	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au terme de l'inspection, il a été demandé à l'exploitant de transmettre le descriptif et les éléments de justification permettant de vérifier la conformité réglementaire du détecteur mis en place dans la SdM4 (de l'installation salage et stockage cuir).

Le système attendu est un système de détection de fuites conforme à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29/02/2016. L'exploitant doit procéder à la mise en service d'un système permanent de détection de fuite pour son (ses) équipement(s) fixe(s) contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 présents(s) au sein de son établissement.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Décret du 22/10/2018, article 2018-200
Thème(s) : Actions nationales 2022, Nomenclature ICPE (décret créant la rubrique 1185)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Décret créant la rubrique 1185 : Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) 1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension. Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant : a) Supérieure à 800 l (A) b) Supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l (D) 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation : a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC) b) Equipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg (D) 3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire : 1. Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) En récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l (D) b) Supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l (D) 2. Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement (D)</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection au préalable le 04/08 la liste des installations contenant + de 2 kgs de FFF. Lors de l'échange téléphonique du 30/08, l'inspection demande à l'exploitant de revoir la liste transmise car elle listait également les équipements de l'entrepôt (2 icpe distinctes). La rubrique 1185-2 est classé en déclaration sur l'AP du 13/01/2014 volume de 1T536, l'exploitant déclare par courriel en date du 01/09/2022 la présence de 1T324 de FFF. La quantité cumulée de fluide susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieure à 300 kgs, l'établissement est classé sous la rubrique 1185-2 a (DC). L'exploitant confirme la présence de plusieurs fluides frigorigènes (HCFC) du R134A, R404A, R410a, R407C, R32. L'inspection attire l'attention sur le HCFC présentant un PRG (pouvoir de réchauffement climatique) supérieur à 2 500 qui sera interdite à compter du 01/01/2030 ; Par exemple c'est le cas du HFC 404 A, équipement de la SDM4. Il existe des solutions alternatives (CO2, NH3 etc...).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Restrictions d'utilisations de fluides à PRG élevé

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article 13.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Interdiction de certains types de gaz
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Règlement 517/2014 Article 13 – Restrictions d'utilisation</p> <p>3. A partir du 1er janvier 2020, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 pour l'entretien ou la maintenance des équipements de réfrigération, ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO₂ ou plus, est interdite.</p> <p>Le présent paragraphe ne s'applique pas aux équipements militaires ni aux équipements destinés à des applications conçues pour refroidir des produits à une température inférieure à – 50 °C.</p> <p>Jusqu'au 1er janvier 2030, l'interdiction visée au premier alinéa ne s'applique pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes :</p> <p>a) les gaz à effet de serre fluorés régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 6 ;</p> <p>b) les gaz à effet de serre fluorés recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne peuvent être utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.</p> <p>Annexe III</p> <p>Est interdite à partir du 1er Janvier 2022 :</p> <p>12. La mise sur le marché de réfrigérateurs et congélateurs à usage commercial (équipements hermétiquement scellés) contenant des HFC dont le PRP est supérieur ou égal à 150,</p> <p>13. La mise sur la marché de systèmes de réfrigération centralisés multipostes à usage commercial d'une capacité nominale supérieure ou égale à 40 kW et qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés dont le PRP est supérieur ou égal à 150, ou qui en sont tributaires, à l'exception des circuits primaires de réfrigération des systèmes en cascade dans lesquels des gaz à effet de serre fluorés dont le PRP est inférieur à 1500 peuvent être utilisés.</p> <p>Constats : Dans la liste mise à disposition par l'exploitant, l'inspection observe la présence de plusieurs équipements avec une charge de fluides frigorigènes > ou= 40 t eq CO₂ ; Les équipements présents sont : - dans les bureaux extensions, 2 équipements au R. 4010A, - cellules de croulage n°1 et 2, 2 équipements au R. 449 A et R.404A, - SdM 6, 2 équipements au R. 404A, - SdM4, 1 équipement au R. 134A. Selon l'exploitant, ces FFF présents ne sont pas des fluides régénérés. Un seul de ces équipements contient des FF avec un PRP >= 2500. Le responsable de maintenance explique qu'il y a un projet de remplacement du fluide au niveau de la SdM4.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Confinement – Carnet d’entretien des équipements

Référence réglementaire : Décret du 28/12/2015, article R.543-82
Thème(s) : Actions nationales 2022, Prévention des fuites
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : R.543-82 du code de l’environnement : L’opérateur établit une fiche d’intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement.</p> <p>Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l’opérateur et par le détenteur de l’équipement qui conserve l’original.</p> <p>L’opérateur et le détenteur de l’équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l’équipement et de l’administration. [...]</p>
<p>Constats : L’inspection constate la présence d’une fiche d’intervention établit par l’opérateur CLAUGER pour les 3 dernières interventions des équipements froids positifs par sondage.</p> <p>Ciblage aléatoire sur les équipements suivants dont la charge est supérieure à 5 teq CO2.</p> <ul style="list-style-type: none">- Cellule de croutage n°1 et 2,- Équipement n°1 SdM 6,- Équipement SdM 4,- Équipement Rooftop éviscération porc n°1; <p>L’inspection note la présence de la signature conjointe par l’opérateur et le détenteur de l’équipement (exploitant) sur les fiches d’intervention consultées sur les équipements ciblés et décrits plus haut. Les fiches consultées sont en date des 06/12/2021, 22/03/2022 et 05/07/2022.</p> <p>L’exploitant indique la présence d’archivage papier jusqu’en 2018. Depuis l’enregistrement se réalise en numérique sur le réseau Bigard, l’inspection a pu vérifier par sondage le classement.</p> <p>La fiche d’intervention utilisé par l’opérateur est le CERFA n° 15497*02 et l’attestation de capacité n°36714 délivrée par CEMAFROID mise à disposition est valide (période du 20/05/2021 au 19/05/2026), agréé par arrêté du ministère de l’écologie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Interdiction d'utilisation des HCFC

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/09/2009, article 5.1, 11.3, 11.4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Interdiction de certains types de gaz
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Règlement n°1005/2009 du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone Article 5.1 : Mise sur le marché et utilisation de substances réglementées La mise sur le marché et l'utilisation de substances réglementées est interdite. Article 11.3 : Par dérogation à l'article 5, jusqu'au 31 décembre 2014, des hydrochlorofluorocarbures régénérés peuvent être mis sur le marché et utilisés pour la maintenance ou l'entretien des équipements de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur existants, à condition que le récipient les contenant soit muni d'une étiquette précisant que la substance a été régénérée et contenant des informations sur le numéro de lot et sur le nom et l'adresse de l'installation de régénération. Article 11.4 : Jusqu'au 31 décembre 2014, des hydrochlorofluorocarbures recyclés peuvent être utilisés pour la maintenance ou l'entretien des équipements de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur existants, à condition d'avoir été récupérés dans de tels équipements. Ils peuvent uniquement être utilisés par l'entreprise qui a effectué la récupération dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou pour laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.
Constats : Selon la liste mise à disposition par l'exploitant, il n'y a plus de R22 sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article 3.2 et 3 .3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Prévention des fuites
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Règlement 517/2014 Article 3 2. Les exploitants d'équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés prennent des précautions pour éviter le rejet accidentel (ci-après dénommé « fuite ») de ces gaz. Ils prennent toutes les mesures techniquement et économiquement possibles afin de réduire au minimum les fuites de gaz à effet de serre fluorés. 3. Lorsqu'une fuite de gaz à effet de serre fluoré est détectée, les exploitants veillent à ce que l'équipement soit réparé dans les meilleurs délais.</p> <p>Article 7 – Arrêté du 29/02/016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés</p> <p>Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité. La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité. Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés. La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement. Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.</p>
<p>Constats : Au travers des fiches d'intervention mises à disposition 3 dernières), l'inspection observe : - Cellule de croutage n°1 → aucune fuite - Cellule de croutage n°2 → une fuite sur l'intervention du 09/12/2021 ; - Équipement de la SdM4 → une fuite le 18/09/2019 (signalé à l'iic) et 06/12/2021.</p> <p>L'exploitant explique les fréquences de contrôles d'étanchéité sur les équipements frigorifiques. La fréquence est supérieure à celle de la réglementation afin de détecter plus rapidement d'éventuelles fuites du fait de l'absence de détecteur de fuites permanent sur chaque équipement.</p> <p>L'exploitant a expliqué le traçage des actions correctives avec le classement numérique (synthèse des fiches d'intervention CERFA par équipement, si défaut suivi des actions dans les délais imposés), les réparations sont réalisées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Détection des fuites

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Prévention des fuites
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Règlement 517/2014 Article 5 - Systèmes de détection des fuites</p> <p>1. Les exploitants des équipements énumérés à l'article 4, paragraphe 2, points a) à d), et contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection de fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.</p> <p>2. Les exploitants des équipements visés à l'article 4, paragraphe 2, points f) et g), et contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 et qui ont été installés à partir du 1er janvier 2017, veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.</p> <p>3. Les exploitants des équipements visés à l'article 4, paragraphe 2, points a) à d) et g), soumis au paragraphe 1 ou 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les douze mois pour s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>4. Les exploitants des équipements visés à l'article 4, paragraphe 2, point f), qui sont soumis au paragraphe 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les six ans pour s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>Constats : Selon la liste mise à disposition par l'exploitant et ses déclarations, il existe un seul équipement dont la charge du circuit est supérieure à 500 t.eq. CO2. Cet équipement au niveau de la SdM4, l'exploitant indique la mise en place d'un système de détection suite à l'incident du 18/09/2019. L'inspection a observé le système en place et demande à l'exploitant de transmettre les caractéristiques techniques de cet équipement de détection de fuite en place.</p> <p>Demande de l'inspection: - transmettre les éléments permettant de vérifier que le dispositif permanent de détection mis en place en 2020 répond aux obligations de l'article 5 du règlement n°517/2014 du 16 avril 2014.</p> <p>Observations : L'exploitant doit procéder à la mise en service d'un système permanent de détection de fuite pour son (ses) équipement(s) fixe(s) contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 présents(s) au sein de son établissement.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Détection de fuites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Prévention des fuites
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Arrêté du 29 février 2016 – Article 3</p> <p>I.-Le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuite de HFC fondé sur une méthode de détection de fuite par mesure indirecte conçu et mis en œuvre de façon à permettre le déclenchement de l'alarme, informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté, au plus tard lorsque la fuite conduit à la plus grande des pertes en HFC mentionnées ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> -50 grammes par heure ; -10 % de la charge, en tonne, du fluide contenu dans l'équipement.
<p>Constats :</p> <p>Selon la liste mise à disposition par l'exploitant et ses déclarations, il existe un seul équipement dont la charge du circuit est supérieure à 500 t.eq. CO2.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant montre le détecteur mis en place au niveau de la salle SdM4. Or, le frigoriste indique sur les fiches d'intervention l'absence d'un système permanent de détection de fuite qui alerte l'exploitant ou une société assurant l'entretien en cas de fuite.</p> <p>Toutefois, l'exploitant déclare réaliser des contrôles d'étanchéité à une fréquence trimestrielle et met à disposition les fiches d'intervention relatives aux contrôles d'étanchéités réalisés les 09/12/21, 22/03 et 05/07/2022.</p> <p>Demande de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - justifier la présence d'un détecteur permanent de détection de fuite au niveau du circuit considéré répondant aux obligations réglementaires.
<p>Observations : L'exploitant doit procéder à la mise en service d'un système permanent de détection de fuite pour son (ses) équipement(s) fixe(s) contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 présents(s) au sein de son établissement.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Contrôle périodique des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Prévention des fuites
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 29 février 2016 – Article 4 Le tableau de l'article 4 permet de déterminer la période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1er en fonction de la catégorie de fluide ; de la charge de l'équipement et du type de système de détection de fuite.
Constats : Ciblage aléatoire sur les équipements suivants dont la charge est supérieure à 5 teq CO2. - 1/ Cellule de croutage n°1 - 2/ Cellule de croutage n°2, - 3/ Équipement n°1 SdM 6, - 4/ Équipement SdM 4, - 5/ Équipement Rooftop éviscération porc n°1. La charge pour les circuits considérés (équipements fixes) est supérieur à 500 t.eq. CO2 pour l'équipement n°4, la périodicité des contrôles d'étanchéité doit être trimestrielle avec présence obligatoire d'un système permanent de détection des fuites. L'exploitant indique une fréquence de surveillance trimestrielle. Cohérence avec la liste présentée. Pour les équipements n° 1, n°2, n°3, la charge pour les circuits considérés (équipements fixes) est comprise entre 50 t.eq. CO2 et 500 t.eq. CO2, la périodicité des contrôles d'étanchéité doit être semestrielle en l'absence d'un système permanent de détection des fuites. L'exploitant indique une fréquence de surveillance trimestrielle. Cohérence avec la liste BIGARD. Les fiches consultées sont en date des 06/12/2021, 22/03/2022 et 05/07/2022. Les fréquences sont conformes (supérieure) au jour du contrôle pour les équipements ciblés. Pour les équipements Rooftop porc, les fiches d'intervention consultées sont en date du 09/06/2021, 31/01 et 14/06/2022. Fréquence réglementaire annuelle et sur le site réalisé à la fréquence du semestre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Contrôle périodique des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2022, Prévention des fuites
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 29 février 2016 – Article 7 Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité. La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité. Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés. La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement. Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.
Constats : Lors de l'inspection, absence de marquage présentant un défaut d'étanchéité sur les équipements observés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Identification et connaissance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3(annexe)
Thème(s) : Actions nationales 2022, Identification des équipements concernés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/08/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4802 (Rubrique devenue la rubrique 1185 à compter du 25 octobre 2018) Annexe 1 Point 3.2 : Etiquetage des équipements contenant des fluides Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir. Point 3.3 : Etat des stocks de fluides L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.
Constats : Lors de la visite du site, l'inspection constate que sur les circuits observés (cellule de croutage 1, cellule de croutage 2 et SdM4 salage et stockage cuir), ils comportent un étiquetage visible indiquant la nature du fluide (R449-A, R404-A et R134-A) et la quantité de fluide susceptible d'être présente en kilogramme et t.eq.CO2. La quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 300 kg, l'établissement est classé sous la rubrique 1185-2-a (DC). La quantité sur le dernier arrêté préfectoral est de 950 kg, la nouvelle valeur de 1324 kg sera prise en compte lors d'une prochaine modification du tableau des rubriques icpe.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Décret du 28/12/2015, article R.543-78
Thème(s) : Actions nationales 2022, Prévention des fuites
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : R.543-78 du code de l'environnement Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français.</p> <p>L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français ou par une entreprise certifiée pour les opérations de brasage fort, brasage tendre ou soudure sous réserve que son activité soit encadrée par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.</p> <p>Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique.</p> <p>Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.</p>
<p>Constats : La maintenance des équipements frigorifiques est réalisé par le frigoriste CLAUGER (Bretagne Armorique Quimper) ; Les visites de CLAUGER se font dans le cadre réglementaire, contrôles d'étanchéité. La fréquence des contrôles est variable selon les équipements et est supérieure aux fréquences réglementaires. L'inspection a demandé une copie de l'attestation de capacité n°36714, afin de vérifier sur SYDEREP.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Déclaration des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Déclaration de rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets – Article 4 I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident.
Constats : L'inspection constate que l'exploitant transmet au Préfet les fuites survenu sur ses installations et demande la transmission numérique au service environnement de la DDPP. L'inspection rappelle à l'exploitant, conformément à l'article R.543-87 du ce qu'il convient de déclarer: - si la fuite dépasse 20 kgs pour l'équipement - si le cumul sur un an dépasse 100 kg, Et de compléter au moment de la déclaration GERE au niveau de l'onglet air.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet